Xme Année. — N° 296. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 24 Décembre 1910.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— ; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.— ; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Dans notre dernier numéro, la page 2 était à la place de la page 3 et vice-versa. Nos lecteurs auront sans doute su retrouver la suite des articles.

CONDAMNATION A MORT
DE
26 socialistes et anarchistes au Japon

Depuis quelque temps, le Japon est en proie à une terrible réaction, sous la direction du premier ministre Komura, imbibé d'esprit autocratique pour avoir été élevé en Allemagne comme un Junker. La réaction est si totale que toutes les œuvres socialistes, telles que celles même de Marx, Engels, Tolstoï, sont interdites. Cet état de choses vient de se révéler au monde civilisé par la nouvelle terrifiante de 26 personnes condamnées à mort par une cour secrète « pour complot contre la famille impériale » — sans qu'aucune preuve ait été avancée et aucune garantie publique donnée. Parmi les condamnés, dont personne ne sait s'ils ont réellement comploté ou non, se trouve le docteur Kotoku et son amie Madame Kano ; le nom des autres camarades est inconnu.

En ce qui concerne Kotoku, c'est un intellectuel qui donnait toute son énergie pour propager les idées libertaires au Japon. Comme éditeur du journal quotidien de Tokio, *Mille nouvelles du matin*, il jouissait d'une grande popularité. Passant de la social-démocratie à l'anarchisme, il fonda la revue mensuelle *Le fer et le feu,* qui fut supprimée par les autorités, malgré les garanties constitutionnelles. D'autres publications qu'il entreprit eurent le même sort. Il traduisit les œuvres de Marx, Kropotkine, Tolstoï, Bakounine. Certaines de ces œuvres furent saisies par la police et détruites. Les persécutions systématiques obligèrent Kotoku à partir en Amérique. Lorsqu'il revint au Japon, les tracasseries recommencèrent et aboutirent à la cour secrète et à la condamnation dont nous parlions tout à l'heure, à la peine capitale pour lui, pour la brillante traductrice et littérateur Mme Kano et pour vingt-quatre autres socialistes et anarchistes.

Il est de la plus grande importance que le monde des travailleurs intervienne rapidement et énergiquement contre le défi que le gouvernement japonais vient de jeter à la civilisation. Il n'est pas permis, il ne doit plus l'être, qu'on envoie à l'électrocution, au gibet, au garot, au peloton d'exécution, à la guillotine, à la mort des quantités de gens sans garantie quelconque, sans motif plausible, sans la moindre raison. Il ne faut pas attendre que le Japon fasse comme l'Espagne a fait pour Ferrer et analyser ensuite les semblants de motifs par lesquels des hommes ont été exécutés. Ce qui est certain, d'après l'aveu même du Consul général du Japon à New-York, c'est que la peine de mort a été proposée par la Cour spéciale secrète. L'affaire est actuellement devant la Cour de cassation de Tokio. Mais d'ici quelques jours la sentence sera définitive. Ainsi *vingt-six hommes seront tués pour leurs idées.*

Camarades, élevons la voix, désolidarisons-nous d'avec le mutisme bourgeois, soulevons des protestations dans les groupements ouvriers, faisons acte de solidarité internationale. C'est pour des amis d'au-delà les frontières qui ont lutté comme nous pour la grande cause du peuple et de la révolution — pour notre cause. Une atteinte aux nôtres redonnerait de l'aplomb et davantage de cruauté à nos oppresseurs. Redressons-nous coûte que coûte.

En Angleterre, en France, une agitation est créée. Des meetings sont organisés ; des protestations sont envoyées aux consulats du Japon ; des listes de sympathie circulent dans des sociétés de médecins. Et le gouvernement japonais se sent déjà surveillé. Montrons-lui que ce n'est qu'un début, et que la solidarité comme la raison est internationale.

FERRER ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

Sous ce titre, nos camarades de Barcelone viennent d'éditer en brochure quelques articles écrits par Ferrer seul ou en collaboration avec Anselmo Lorenzo, le vieux militant de l'Internationale espagnole. Nous les publierons intégralement, avec la préface de Lorenzo lui-même, pour que la noble personnalité du martyr espagnol nous apparaisse dans toute sa grandeur, car, au moment de son procès, dans le but très louable d'ailleurs de l'arracher à ses bourreaux, et même après, plusieurs de ses apologistes ont singulièrement diminué la portée de ses idées et de son œuvre.

Considérations préalables.

Dans cette société bourgeoise où nous vivons, qui limite toute noble aspiration, qui déprave tout sentiment généreux et qui se développe au milieu d'un antagonisme dissolvant d'intérêts, prétendant se justifier par la formule de coloris scientifique « la lutte pour l'existence », Ferrer fut un homme vraiment exceptionnel.

Homme d'une claire intelligence et d'un caractère droit, Ferrer repoussait, autant que possible, les hypocrites sinuosités du conventionalisme et de l'opportunisme ; on pourrait le considérer comme le premier, parmi le petit nombre des sincères, chez qui la pensée, la parole et l'action sont toujours d'accord.

Ses ennemis, parce qu'ils se trouvaient dans une situation diamétralement opposée, le connurent bien : et c'est pour cela qu'ils se conjurèrent pour le perdre et y arrivèrent.

Ses amis, c'est triste à dire, n'ayant avec lui que des affinités partielles et se trouvant généralement éloignés, ne purent pas le connaître. Ils ne le virent qu'à travers leurs préoccupations ou leurs convenances, et le jugèrent un excentrique bienveillant.

Si tous ceux qui font aujourd'hui l'éloge de Ferrer et de son œuvre s'étaient réunis à lui lorsqu'il vivait et travaillait, si l'on avait fait pour seconder Ferrer vivant toute la propagande par la parole et par la plume qui s'est faite pour honorer Ferrer mort, si l'on avait réuni alors toutes les ressources que l'on a réunies depuis, certes nous n'aurions pas maintenant des places et des promenades portant le nom du précurseur et du martyr, mais nous aurions beaucoup d'écoles rationalistes qui, parlant tous les idiomes du monde civilisé et étant en relations, auraient été bientôt en mesure de remettre les destinées de l'humanité à une nouvelle génération rationnellement éduquée.

Inutile de se lamenter, il n'en fut pas ainsi parce que cela ne pouvait être. Le vulgaire, et l'on sait que devant des personnalités éminentes par le génie ou le caractère bon nombre d'hommes réputés supérieurs apparaissent au niveau de la moyenne des hommes, le vulgaire donc ne put secouer l'atavisme et abandonner le système et les misères de l'antagonisme régnant, et, si l'on loue Ferrer, c'est peut-être parce que l'on est plié au routinier culte des morts plus que par désir de continuer son œuvre ; et ceci est d'autant plus vrai que si nous cherchons des idées chez ceux qui s'agitent pour honorer la mémoire de Ferrer, nous ne trouverons que des politiciens qui préconisent l'enseignement obligatoire laïque ou des pédagogues qui discourent sur le technicisme professionnel, tous s'acheminant vers l'enseignement civique. Sur l'enseignement rationaliste de l'Ecole Moderne, c'est à peine s'ils réussissent à exprimer une idée, le confondant toujours avec le type d'enseignement de l'école laïque : c'est uniquement ainsi qu'ils comprennent la négation de l'enseignement religieux traditionnel.

Dans la personnalité de Ferrer, il y a un détail très peu connu et qu'il conviendrait de mettre en lumière. On ne connaît Ferrer que comme ancien révolutionnaire *zorrillista* (1) ou comme fondateur de l'Ecole Moderne ; de son intervention dans le mouvement ouvrier, on ne sait que ce que l'on a dit dans son dernier procès — c'est-à-dire sa sympathie pour la fédération « Solidaridad Obrera » de Barcelone — ce qui a servi de thème aux malveillantes déclarations de quelques politiciens.

Pour la généralité, il était un révolutionnaire jacobin ou un philantrope éducateur. Avec de tels qualificatifs, ceux qui le jugeaient, étant incapables de comprendre sa grandeur altruiste, le considéraient comme une espèce de Don Quichotte sans aucune notion sur le monde et prédestiné à se briser contre la réalité.

S'étant séparé des grandes masses ou groupements et ayant acquis une personnalité propre, il n'était affilié à aucun parti et, partant, on ne pouvait lui appliquer aucune dénomination de caractère collectif. Dans une lettre adressée de la prison de Madrid à quelques jeunes gens catalans, il disait : « Ne nous amusons pas avec des mots : libé« raux, républicains, anarchistes..., ce ne sont que « des mots, nous devons les fuir, nous qui mar« chons de tout cœur vers l'idéal de régénération « humaine. »

N'étant d'aucun parti, ne pouvant se soumettre à une discipline, il possédait une puissante initiative et une activité extraordinaire. Il en fit preuve lorsque l'Ecole Moderne avec sa bibliothèque organisée et fonctionnant, il voulut contribuer au mouvement des revendications prolétariennes en créant un journal et une bibliothèque de propagande. Ce journal fut *La Huelga General* (2).

Un des biographes de Ferrer a dit : « J'ai inter« rogé une demi-douzaine des amis intimes de Fer« rer sur l'évolution de ses idées. Malheureusement « il n'a laissé aucun ouvrage où l'on puisse appré« cier les opinions de sa maturité. Sa seule œuvre « littéraire fut une grammaire élémentaire de la « langue espagnole, mais il y a dans ses lettres et « dans son journal assez de passages qui corrobo« rent le jugement que je m'étais formé sur ses « opinions dernières après avoir soigneusement « interrogé ses amis. »

Si l'auteur de cette citation avait connu l'existence de *La Huelga General* et s'était rappelé que, comme le constate l'auditeur du 4e district, Ferrer usait du pseudonyme « Cero », il aurait tenu compte de quelques articles de ce journal signés de ce pseudonyme.

Cette brochure est consacrée à la publication de ces articles (dont quelques-uns furent écrits avec ma collaboration), à celle du programme du journal et d'une intéressante lettre de Reclus. Elle est dédiée à la mémoire de Ferrer et à l'émancipation des travailleurs.

En la coordonnant, je me souviens avec émotion des heures passées au groupe de *La Huelga General* qui se composait de trois hommes : Ferrer, mort glorieusement, un autre qui tomba dans le misérable abîme du scepticisme, et celui qui signe d'une main tremblante d'invalide. Qu'on lise ces articles, qui présentent la grève générale (en passant sur les accidents qu'elle offre en son contraste avec le régime actuel) comme une arme défensive et offensive du prolétariat pour instaurer le futur régime communiste, et l'on y verra que Ferrer présente des faits, conseille la ligne de conduite à suivre et excite à l'étude des problèmes de l'avenir, problèmes qui devront être résolus avec une précision scientifique lorsque les circonstances l'exigeront ; on retrouvera dans ces écrits la marque de son originalité et de son caractère : rectitude, clairvoyance, énergie.

Que les travailleurs lisent cette prose dépouillée

(1) Partisan de Ruiz Zorilla, chef républicain espagnol, né en 1834, mort en 1895. — (N. d. T.)

(2) *La Grève générale.*

de tout artifice et remplie de pensées ; qu'ils s'en inspirent bien pour fortifier leur pensée et développer leur propre personnalité, ils trouveront ainsi d'une manière positive la mémoire du rationaliste qui mourut fusillé dans le sinistre château, où il y a peu de temps on avait lancé l'idée qu'il fallait fermer les yeux à la raison.

ANSELMO LORENZO.

Les patrons se préparent

On croit connaître la canaillerie patronale, mais les événements nous montrent qu'on est toujours en dessous de la réalité. A propos des conflits qui ont mis aux prises les ouvriers et les employeurs de l'industrie horlogère, et dont il a été parlé dans un précédent article, j'avais écrit :

« Au 15 janvier, les commandes pressantes de « fin d'année seront livrées et le patronat aura « beau jeu pour se refuser à toute concession et « les ouvriers n'auront qu'à s'incliner, ayant posé « les armes au moment même où l'on allait enfin « éprouver les véritables forces patronales lancées « bien légèrement dans une voie où elles se fussent « fatalement divisées. »

Certes, les fabricants se sont empressés de terminer les commandes de fin d'année, mais on pouvait croire qu'ils profiteraient de l'armistice si bénévolement accepté par les ouvriers pour pousser activement la fabrication, en prévision de la reprise des hostilités et du chômage qui peut en être la conséquence. C'est mal les connaître. Ils ont pensé que les ouvriers, travaillant activement pendant les deux mois que leur laissait cette trêve d'un nouveau genre, seraient moralement bien disposés à la lutte et qu'il serait par conséquent plus difficile de leur arracher des concessions au moment des pourparlers nouveaux.

Nos exploiteurs connaissent mieux la psychologie ouvrière que nous ne connaissons la leur. Partant de cette idée, ils ont fait fabriquer ce qui leur était strictement nécessaire, renvoyant à plus tard toute préparation de stock que les affaires en horlogerie imposent aux fabricants. Ainsi nombre de commandes ont été retirées pour un temps indéterminé, ce qui signifie, dans la situation actuelle et après une période relativement active de la production horlogère, que le mot d'ordre a été donné de préparer les ouvriers à la dèche, dans un moment de l'année où les besoins sont les plus pressants et en quelque sorte livrés à une émulation générale.

Malgré la longue période d'inactivité des ouvriers en boîtiers argent, due à la grève qui a duré plus de deux mois, la production n'a pas repris son cours et les ouvriers se trouvent dans une mistoufle à laquelle ils croyaient mettre un terme en reprenant le travail dans les conditions que l'on sait. Ils comptaient sans la vengeance du fabricant d'horlogerie et sans la stratégie capitaliste qui consiste surtout à affamer les populations ouvrières pour en avoir plus facilement raison.

Cette pénible situation qui fait mal augurer de la solution du conflit pendant entre ouvriers horlogers et fabricants ne paraît pas beaucoup émouvoir les parasites qui vivent aux crochets de la classe ouvrière et la famille Graber qui remplit de ses jactances le journal la *Solidarité Horlogère* ne paraît pas avoir perdu un seul coup de dent. Il en est de même pour les innombrables permanents que les ouvriers ont encore la naïveté d'entretenir de leurs cotisations. Il n'en est pas un parmi eux qui n'ait été au courant des projets patronaux car, entre diplomates des parties belligérantes, ils n'ont pas été sans se renseigner réciproquement et maintes confessions ont dû glisser de leurs lèvres, après boire, car il est de notoriété publique que nos permanents de l'industrie horlogère ne dédaignent pas de boire à la santé des exploiteurs quand ceux-ci veulent bien les accepter à leur table. Le parasite Grospierre s'en est même vanté à maintes reprises. On n'est pas plus inconsciemment pied plat.

Que leur importe la misère de leurs mandants ; il restera toujours assez à ceux-ci pour payer les cotisations et n'y parviendraient-ils pas que les menaces lancées dans le journal ouvrier leur arracheraient le pain de la bouche pour les rappeler à leur devoir de cotisants. C'est ainsi qu'à la faiblesse devant les maîtres se joint la lâcheté devant les fonctionnaires qu'on s'est donné et qui font plus souvent le jeu des ennemis que ne le pensent leurs naïfs administrés.

En attendant le 15 janvier, les ouvriers auront appris à se serrer la ceinture et, comme on ne manquera pas dans les milieux patronaux de semer la panique d'une crise nouvelle, il est à craindre que le conflit horloger, greffé sur celui dit des « Longines », ne soit solutionné entre compères des fédérations patronale et ouvrière, sans que les ouvriers se sentent le courage d'entreprendre une lutte dans le résultat de laquelle leur confiance aura été à l'avance émoussée de mille et une façons.

Mais, nom de Dieu, n'y a-t-il donc plus d'hommes dans nos milieux horlogers pour mettre en pratique les bonnes méthodes d'action directe qui réussissent même quand tout semble perdu ? Ça ferait rudement crier les chenapans des permanences centralistes tout en posant devant les patrons un ultimatum d'un nouveau genre contre lequel le cliquetis des belles phrases et l'achat des consciences n'auraient aucun succès. Que ce soit donc dès maintenant une garantie contre une solution équivoque du conflit actuel et il y aurait encore lieu de se réjouir en voyant lever la bonne semence révolutionnaire.

G. S.

Mauvaise humeur

La rédaction de la *Voix du Peuple* a publié dans l'un des derniers numéros de ce journal un entrefilet où nous lisons entre autres :

En théorie, nous sommes des fédéralistes, mais la pratique nous trouve bougrement centralisateurs. Tout notre mouvement est centralisé à Lausanne ; on y trouve le comité de la Fédération du bâtiment, le comité fédératif, le journal, l'Imprimerie, le Service de librairie, l'Ecole Ferrer. Cela n'est pas bon. Tout le travail repose ainsi sur quelques camarades, d'où surmenage et besogne exécutée par devoir, sans plaisir. Hâtons-nous donc d'imiter nos adversaires centralistes et décentralisons sans retard. Rien n'est plus aisé. Qu'on en juge : le siège du Typographenbund est à Berne, son imprimerie est à Bâle. Le Métallurgiste *se rédige à Genève, s'imprime et s'administre à Berne. La* Solidarité Horlogère *se rédige à La Chaux-de-Fonds, s'édite à Bienne et s'imprime à Berne. Les exemples abondent. Que nos farouches décentralisateurs se mettent donc à l'œuvre, passent aux actes et nous fassent des propositions pour dégager quelque peu Lausanne.*

Le départ de Lausanne de quelques camarades très actifs et capables a eu pour effet d'augmenter considérablement la besogne de nos amis de la *Voix du Peuple* et il n'y a pas de mauvaise humeur plus compréhensible que celle due à un travail excessif. Mais cela ne saurait justifier une confusion d'idées dont nos adversaires de mauvaise foi ne vont pas manquer de profiter, aussi croyons-nous devoir préciser d'abord les faits dont parle le rédacteur de la *Voix*, relever ensuite son erreur.

L'initiative d'une Fédération du bâtiment est partie de Lausanne et rien de plus naturel que de charger les camarades de cette localité de la poursuivre à ses débuts. Quant au Comité fédératif de la Fédération des Unions Ouvrières de la Suisse Romande, il a déjà été à Vevey et Genève avant d'être fixé à Lausanne. Mais quelle que soit la localité où ces deux Comités seront transférés, il n'y aura jamais centralisation, car ils n'exercent aucune autorité, n'ont aucun pouvoir et ne peuvent imposer aucune obligation. Les fonctions qu'ils remplissent, tout groupement adhérent peut les remplir à son tour sans avoir à leur demander la permission, et ce ne sont pas les fonds considérables des deux caisses fédératives qui pourront jamais donner un ascendant dangereux aux camarades qui en disposent.

D'autre part, un journal et un service de librairie n'existent pas seulement à Lausanne, mais à Genève aussi, et c'est précisément l'une des raisons qui nous a fait choisir Lausanne pour la publication de la *Voix du Peuple*. On aurait mieux pu parler de centralisation lorsque l'*Emancipation* et le *Réveil* paraissaient tous deux à Genève.

Quant à l'imprimerie et à l'Ecole Ferrer, ce sont des initiatives avant tout locales qui ne centralisent absolument rien.

Le rédacteur de la *Voix* trouve au surplus que les grandes Fédérations, avec leurs fonctionnaires et leurs Comités centraux tout puissants, disposant de fortes caisses le plus souvent à leur gré, sont des modèles de décentralisation par le simple fait que parfois leurs journaux s'impriment, s'administrent et se rédigent dans des localités différentes ! Peu importe si ces feuilles sont *obligatoires*, si ceux qui les maintiennent par leurs cotisations ne peuvent pas y exposer leur pensée contradictoirement à celle des permanents, si elles ne sont que des feuilles officielles réservées à la publication des *ordres* des dirigeants et à quelques articles reflétant uniquement la manière de voir de ces derniers ! Nous ne sommes plus que des fédéralistes pour rire, et les parasites du mouvement ouvrier en deviennent les véritables décentralisateurs, puisque d'après leurs statuts et leur pratique surtout, aucune section ou union ne peut entreprendre un mouvement sans autorisation préalable et doit le poursuivre toujours conformément aux ordres du pouvoir central, sous peine de se voir couper les vivres, c'est-à-dire fermer cette caisse qu'elle a remplie avec ses cotisations !

La mauvaise humeur, si légitime soit-elle, ne suffit pourtant pas à justifier de pareilles énormités !

Le seul reproche bien justifié qu'on peut faire à beaucoup de camarades à Genève, Vevey, La Chaux-de-Fonds comme ailleurs, c'est qu'ils se contentent d'invoquer l'action directe des autres, sans se mettre à la besogne eux-mêmes. Mais nos camarades de Lausanne feraient un travail double de celui qu'ils font et poursuivraient un nombre encore plus grand d'initiatives qu'il n'y aurait pas de centralisation. Le mouvement y serait plus intense qu'ailleurs, voilà tout, mais n'en resterait pas moins local, à part la propagande d'idées faite aussi pour d'autres localités. Nulle part, jusqu'à présent, ne sont arrivés des ordres de camarades de Lausanne ou des mouvements ont été entrepris, poursuivis ou terminés selon le bon plaisir du rédacteur de la *Voix*, qui aurait pu parler avec beaucoup de raison de la nécessité d'une plus large répartition des charges, sans crier à une centralisation n'ayant vraiment jamais existé chez nous.

Ceci pour la clarté des idées et pour répondre d'avance aux politiciens et aux permanents qui seront tentés d'invoquer contre nous la déclaration du rédacteur de la *Voix du Peuple*.

L. B.

LA RELIGION

Tous les vices de la religion dérivent d'un vice initial : l'idée que le monde est gouverné par Dieu. La religion a la prétention d'être un système universel, de tout expliquer. Elle sait pourquoi le monde fut créé, pourquoi le soleil nous éclaire, elle connaît l'esprit qui anime l'univers, elle sait tout de façon certaine et positive.

Il s'en suit, que les forces ne sont plus des forces, mais les effets d'une volonté ou d'une pensée supérieure à la nature. Les arbres, les animaux, toutes les créatures apparaissent à l'homme comme les signes du langage des Dieux ; on demande au ciel le sens caché des choses ; on suppose un but, une intention divine dans chaque être. La position des astres, la structure des fleurs et des animaux, le cours des saisons, tout est interprêté au point de vue des instincts, des caprices ou des plaisirs des esprits qui régissent le monde, et peu à peu par la multiplication des conjectures et des hypothèses dictées par l'idolâtrie, toute la nature se trouve transmuée en une nature imaginaire, la nature ne vit plus de sa propre vie.

Cette conception engendre celle du miracle : les dieux, prodiges eux-mêmes, accomplissent de continuels prodiges ; ils disposent des astres, des éléments, de toute chose ; ils sont nos maîtres. Subjugué par la fiction qu'il a créée l'homme doit invoquer, adorer les Dieux. Répondent-ils à l'invocation, à la prière ? Voilà le miracle. Par le miracle, ils entrent en communication avec nous, ils nous sont révélés, c'est la révélation sacrée. En même temps, la notion que nous avons de notre propre pouvoir est faussée, l'homme se croit la possibilité de modifier le cours des saisons, la suite des événements, par la prière, l'abstinence, ou les invocations. De là les exorcismes, les amulettes, les cercles magiques, les ablutions, les innombrables cérémonies religieuses dont le but est toujours d'agir sur la nature en influant sur les forces occultes que l'on suppose la gouverner. Le cours naturel des choses est transformé en une succession fantastique.

La foi au miracle crée la tradition sacrée. Croyez-vous au miracle ? Si vous écrivez, votre récit sera un récit miraculeux, une histoire mêlée de fable.

Du moment que les Dieux interviennent dans les événements humains, il faut leur attribuer et le bien et le mal : les victoires, les défaites, les famines, les pestes, les inondations, le courage qui redouble nos forces, la peur qui les paralyse, l'inspiration qui illumine le génie, les inventions qui élèvent l'humanité. Si Ulysse est astucieux, c'est que Minerve le conseille ; si Hector tremble devant Achille, c'est que Mars le terrorise. Ce sont les dieux qui construisent la cité, qui dictent les lois : la Muse dicte à Homère l'Illiade ; un dieu inspire Velmiki quand il écrit le Ramayana, Euclide dépose ses livres de géométrie dans le temple de Delphes. Dieu est proclamé l'auteur de nos propres œuvres.

La tradition, ce récit fabuleux des actes humains devient sacré ; avec le temps, elle attribue aux dieux l'origine de notre société et de nos lois, elle divinise notre destin (celui que nous nous supposons), elle divinise notre système social, elle transporte hors de nous, en Dieu, toute notre force active : c'est à Dieu qu'est attribuée l'œuvre de la raison humaine. C'est alors que la révélation naturelle se trouve complètement travestie dans l'âme humaine comme dans l'interprétation des faits ; et la tradition, qui l'insulte et la tue, est appelée officiellement la révélation surnaturelle, la loi divine, la bonne nouvelle, la voie du salut.

L'autorité est la conséquence de la révélation surnaturelle. La tradition, le livre sacré, expriment la volonté absolue des dieux, il faut obéir, il faut veiller afin que la loi soit observée et voilà le prêtre. Vous avez transporté votre raison hors de vous, au ciel ; il faut qu'un autre vous dirige, vous êtes perdu ; il faut qu'un autre vous sauve. Vous êtes devenus des esclaves, esclaves de votre propre fiction, reconnaissez qu'un maître vous est nécessaire. Le prêtre trace le plan de la cité, prescrit les prières, les jeûnes, les macérations ; il dit si l'on doit combattre ou demander la paix, si l'on doit ajouter une corde à la lyre. Le prêtre sera le ministre de toutes les découvertes, il sera la raison de votre raison. Rien n'est laissé au hasard, les dieux occupent la nature entière, l'homme ne peut vivre que s'il interprète continuellement la loi occulte qui gouverne les éléments, il ne peut croire à lui-même avant d'avoir consulté sa fiction divine. Ici c'est la raison qui est folie ; l'autorité défend d'en appeler au bon sens, à l'expérience, aux lumières naturelles ; elle sacrifie toute liberté comme une rébellion, la raison naturelle comme un attentat contre le règne des dieux, contre l'humanité même, puisqu'elle n'est plus en nous mais au ciel.

La domination de l'homme sur l'homme est l'aboutissement de toute révélation surnaturelle. Les idoles, les dieux, dotés de penchants humains veulent être respectés, vénérés, obéis, il faut deviner leur volonté, il faut l'adorer. En d'autres termes les idoles sont les rois du ciel et de la terre et consacrent le principe de la domination, c'est-à-dire le gouvernement établi au profit de qui gouverne. Par leur influence les dieux cherchent à affermir cette domination. Ne protègent-ils pas leurs adorateurs ? n'accordent-ils pas leurs faveurs à leurs serviteurs les plus dévoués ? ne se laissent-ils pas toucher par les offrandes et les oraisons ? Du moment qu'il y a un dieu, il y a un homme qui a ses faveurs ; les favoris des maîtres du ciel seront nécessairement les maîtres de la terre ; les élus de l'homme-Dieu, les élus de l'humanité devenue folle et transportée hors de l'homme, seront les maîtres de l'homme qui s'est dépouillé de sa raison et réduit à un tel état.

A leur tour les miracles fortifient la domination de l'homme sur l'homme ; en fait, le miracle est une faveur, un privilège, il suspend les lois de l'univers pour protéger un roi, un prêtre, une caste, un peuple élu. Le miracle est essentiellement exceptionnel et, pour ainsi dire, aristocratique. Ceux à qui il est refusé, ceux qui l'ignorent, ceux qui le nient ne sont-ils pas légalement dégradés et rejetés hors de la raison universelle ? Entre la dégradation et la servitude, en théorie il n'y a pas de différence, et en fait? La religion est la pratique de l'esclavage.

Giuseppe Ferrari.

(*Philosophie de la Révolution*, 1851.)

En Russie

C'est au fond de la froide et triste Sibérie, dans un cachot du sinistre bagne de Zaranthui, que vient de succomber un de nos vaillants camarades russes, Sazonoff, victime des mauvais traitements et des coups de *nagaïka* (fouet) des tortionnaires du « petit père », que l'on pourrait appeler « la pieuvre sanglante de la Russie ».

Sazonoff fut engagé par les soi-disant camarades Ratchowski et Azeff, pour tuer Plehve, ministre de l'intérieur de Russie. Les deux traîtres avaient combiné un plan : après la mort de Plehve, Ratchowski devait remplir les fonctions de ministre et Azoff eût satisfait aussi ses ambitions. Le bras à frapper, c'était Sazonoff qui, naturellement, ignorait leurs sinistres projets. Mais il n'en fut rien. L'argent dépensé par les policiers pour cet attentat ne servit qu'à envoyer un de nos courageux camarades mourir au bagne. Quoique le journal russe *Retch* affirme que Sazonoff s'est empoisonné lui-même, la vérité c'est qu'il a été brutalement assassiné par les garde-chiourmes sibériens.

Toute la presse russe est d'accord pour déclarer que l'application de la peine du fouet a été faite à cent détenus politiques, parce qu'ils s'étaient plaints de la nourriture. Plusieurs même auraient succombé à la suite de leur sinistre « grève de la faim ». Le docteur de la prison a démissionné en déclarant que les prisonniers n'étaient pas en *état* de supporter la peine du fouet.

Les parlementaires de l'opposition interpellent sur cette affaire et au sujet de notre camarade Sazonoff, mais nous savons ce que valent les interpellations parlementaires, et que, d'ailleurs, tous les gouvernements sont égaux, c'est-à-dire sanguinaires.

Pour protester contre le régime et contre les mauvais traitements des gardiens dans une des prisons russes, les détenus politiques refusèrent leur nourriture. A propos de ce fait, les étudiantes de Saint-Pétersbourg avaient jugé bon de tenir un meeting de protestation. Mais la police veillait, et quand la salle fut pleine, les brutes policières l'envahirent, employant leurs moyens habituels pour disperser les manifestantes.

En Russie, c'est toujours et continuellement la lutte opiniâtre et sans merci entre la police immonde avec ses agents provocateurs et ceux qui cherchent la vérité, la justice et l'équité.

Fête du RÉVEIL

Le 31 décembre aura lieu à la Maison du Peuple une soirée organisée par les camarades italiens au bénéfice de l'édition italienne de la GRANDE RÉVOLUTION de Kropotkine, que le Groupe de notre journal fait imprimer actuellement.

Une tombola étant organisée à cette occasion, nous prions tous les camarades de nous faire parvenir des lots à l'adresse de notre Administration, rue des Savoises, 6.

Du Fédéralisme et de la Centralisation

Réponse à J.

Dans les numéros 46 et 50 de la *Voix du Peuple* (1910, Lausanne), un collaborateur qui signe J. (et qui n'est autre que l'ancien membre de l'Internationale James Guillaume) relève le compte-rendu que j'ai fait dans le *Réveil* du congrès de la C. G. T. à Toulouse (car B. T. c'est moi). J'avais entre autre parlé d'un vote du congrès — 866 voix contre 363 — forçant la Fédération des mécaniciens à se rallier à la Fédération des métaux, sous peine d'exclusion de la C. G. T. ; et je disais ceci :

« L'éternelle ritournelle sur les fédérations d'in-
« dustries et de métiers n'a, naturellement, pas
« manqué. On ne peut comprendre quelle manie
« des camarades ont de vouloir tout niveler par
« ordre, tout unifier sur un plan officiel. C'est du
« pur corporatisme, et du plus mauvais, que cette
« frénésie de vouloir obliger des syndicats à entrer
« dans telle ou telle fédération. Cette organisation
« autoritaire n'est plus une coordination de forces.
« C'est la subordination d'un groupe à une collec-
« tivité plus vaste. C'est de la centralisation toute
« pure. Symptôme typique qui nous fait crier aux
« travailleurs français : Casse-cou ! »

Il paraît que par ces propos je n'attaquais nullement les procédés autoritaires de la C. G. T. d'après un fait précis, mais surtout le principe des fédérations d'industrie. Et c'est James Guillaume, le camarade de Bakounine, cet audacieux et puissant fédéraliste révolutionnaire, de l'Internationale, qui s'en froisse ! Décidément, ou le français est compris autrement à Paris qu'ici, ou, ce qui est beaucoup plus probable, Guillaume s'est laissé gagner par l'atmosphère des fonctionnaires syndicalistes qui en arrivent de plus en plus nettement à appeler révolutionnaire ce qui est réformiste, fédéralisme ce qui est centralisation, action ouvrière le mot d'ordre de leurs bureaux.

La vérité, c'est que par mon entrefilet je n'ai pas dit mon opinion sur les fédérations de métiers et d'industries — question de minime importance — tandis que je me flatte, avec d'autres, d'avoir précisément attiré l'attention des camarades sur l'*obligation* qui sévit à la C. G. T. de faire ceci ou cela, obligation qui prouve ainsi que les formes centralistes, c'est-à-dire autoritaires, d'organisation, l'envahissent sans aucun doute. Que James Guillaume, par un aveuglement étrange, appelle, comme il le fait, « coordination de forces » l'obligation de marcher de telle ou telle façon, avec l'exclusion en cas de refus, — même s'il s'agit d'une fédération réformiste — libre à lui. Mais c'est là un abus de mots que nous, anarchistes syndicalistes, ne saurions partager. Il ne faut jamais légitimer l'autorité sous des périphrases libertaires, pas plus qu'on ne peut farder la liberté par des procédés dictatoriaux.

Quoi qu'il en soit, la C. G. T. que ses défenseurs officiels présentent comme un organisme fédéraliste, *oblige* des groupes adhérents à suivre une ligne de conduite déterminée, sinon la sanction est au bout. Et de fait, la Fédération des mécaniciens s'est retirée de la C. G. T. pour n'avoir pas voulu se laisser imposer le principe, sacré désormais, des fédérations d'industrie. On se console en disant que ce n'est pas une perte, car les mécaniciens sont tout à fait corporatistes et peu nombreux au surplus. Ça c'est une argumentation d'opportunistes pour faire avaler la question de principe. Ce principe est une obligation, et c'est l'obligation d'adhérer à une fédération d'industrie. C'est clair. Et tout cela, c'est de l'autorité.

En outre, à quoi rime cette fameuse constitution des fédérations d'industrie, tant prônées en Allemagne, dans notre Gewerkschaftsbund, comme en France ? A quoi vont aboutir ces grandes organisations nationales ? A opposer, nous dit-on, bloc ouvrier contre bloc patronal, les chefs d'industrie formant des trusts et des associations puissantes ; à faire disparaître aussi l'esprit de métier parmi les ouvriers. Voyons un peu. Combattre les préoccupations étroitement corporatives de quantités de salariés est certes très nécessaire ; mais en les parquant par industrie, et non plus par métier, l'avantage aura été bien minime. C'est dans des associations *intercorporatives*, comme les Unions ouvrières locales et régionales, qu'on sera entre travailleurs de toutes les professions, sur un pied d'égalité, de camaraderie, de vraie solidarité prolétarienne. Sous ce rapport, les fédérations d'industrie entretiennent donc encore un certain esprit d'industrie, tandis que les Unions ouvrières locales ou régionales le détruisent autant qu'il est possible. Quant à opposer le bloc des ouvriers métallurgistes au bloc des patrons métallurgistes de tout un pays, ou les travailleurs du bâtiment à l'Union des entrepreneurs, franchement attend-on par là la révolution ? La lutte — à part ce qui concerne les services de relation, chemins de fer, etc. — se produit toujours, entre belligérants, *localement, régionalement*. Presque jamais jusqu'à présent, les conflits n'ont surgi chez tous les ouvriers des cuirs et peaux ou de la lithographie d'une nation. La lutte, évidemment, peut s'étendre d'une localité à l'autre, mais une cessation générale du travail d'un lieu aura toujours infiniment plus de valeur révolutionnaire qu'une grève nationale de telle ou telle industrie, grève improbable d'ailleurs, si ce n'est dans les postes ou chez les cheminots. D'autre part, une grève nationale d'industrie ne peut avoir qu'une portée réformiste, tandis qu'une grève générale locale, puis régionale, est éminemment un événement révolutionnaire. La grève générale — *et c'est en vue de sa réalisation que tout le mouvement ouvrier doit s'organiser* — a toujours été jusqu'à maintenant essentiellement locale dans ses origines et dans ses manifestations ; elle s'étendait en tache d'huile, plus ou moins loin, mais c'est la cessation totale du travail ici, là, là-bas, etc., qui en est la caractéristique — car, encore une fois, on vit avant tout localement et non pas nationalement, et cela est vrai pour la lutte, comme pour la vie en général. Et la révolution ne fera pas exception à cet état de faits.

Conclusions : les Unions ouvrières ont, pour la préparation à la révolution économique que nous voulons faire, une importance primordiale, essentielle. Hélas, c'est justement ces Unions locales que les fonctionnaires syndicalistes ont laissé à peu près crever en France, les abandonnant aux subventions, pour donner toutes leurs forces à la création de fédérations nationales à visées forcément corporatives et nécessitant beaucoup d'argent, comme la pratique le prouve. On a préféré les organismes à centralisation naturelle aux organisations décentralisées que pouvaient et que doivent être les Unions locales. Opposer à la centralisation bourgeoise une tactique fédéraliste était précisément la marche à suivre : 1° pour ne pas copier la bourgeoisie dans sa période de décadence — car elle n'a plus confiance en elle si elle est obligée de s'en remettre à un organisme central du soin de faire ses affaires ; 2° pour créer une civilisation nouvelle basée sur les producteurs et non plus sur un pouvoir extra-économique comme le sont les comités de permanents. Et c'était là la grande signification du syndicalisme révolutionnaire.

Au reste, ce ne sont pas nos idées seulement que nous émettons ici. Nous ne sommes heureusement pas les seuls à pousser le cri d'alarme contre le centralisme croissant de la C.G.T. Et il nous plait de mettre sous les yeux des camarades la résolution adoptée à l'unanimité par les délégués du congrès des 14-15 août 1910 à la Bourse du Travail de Dôle et qui représentaient les Unions régionales des syndicats ouvriers de l'Ain, de Franche-Comté et du Doubs :

« Considérant que l'organisation actuelle de la C.G.T. ne répond que d'une façon insuffisante aux

besoins de la propagande et ne laisse pas d'initiative aux groupements régionaux ;

« Considérant que la centralisation des fédérations de métiers ou d'industries, se confiant à un comité central recruté à Paris, la responsabilité directrice de la Confédération, a le grave inconvénient de laisser s'introduire dans l'organisation confédérale un esprit de dualité qui est loin d'exercer l'influence heureuse qu'on désirerait voir au grand organisme du travail ;

« Estime qu'il y a lieu de revenir à la première conception fédéraliste qui était plus conforme au développement normal des bases prolétariennes par la constitution d'Unions régionales remplissant chacune chez elle l'œuvre urgente de propagande syndicale et d'administration des ressources. »

Voilà qui est une confirmation pratique de nos critiques contre la centralisation confédérale. En tout état de cause, les régions, les localités, reliées entre elles, ça va sans dire, mais toujours autonomes, sont bien mieux appropriées à l'action que des fédérations rayonnant depuis un centre sur tout le pays.

Ainsi c'est une solidarité intercorporative d'action qui se développe ; comme là c'est un mouvement corporatif étroit qui s'affirme. Ici s'accentue la lutte de classe, là se montre la tendance conservatrice des anciennes jurandes. Et c'est pour cela que nous crions aux travailleurs français : Casse-cou !

Jean WINTSCH.

LA GRANDE MASSACREUSE

VII

Maintenant, si nous désirons voir des menaces qui elles d'avaient rien de vain, et qui furent bien réellement mises à exécution, nous les trouverons dans le *Journal Officiel* de Versailles, dans un des premiers numéros de mai. Nous y lisons (dans la partie non officielle, — soyons exacts) : « Faites un peu ce que les grands peuples énergiques feraient en pareil cas. Pas de prisonniers. Si, dans le tas, il se trouve un honnête homme, réellement entraîné de force, vous le verrez bien. Dans ce monde-là, un honnête homme se désigne par son auréole. Accordez aux braves soldats la liberté de venger leurs camarades en faisant, sur le théâtre et dans la rage de l'action, ce que de sang-froid ils ne voudraient pas faire le lendemain » (1). Dans le *Figaro*, on lisait à la même époque : « Allons, honnêtes gens, un coup de main pour en finir avec la vermine démocratique et internationale ». Et dans le *Moniteur Universel* : « Remontons l'échafaud, détruit par eux, afin de ne pas même leur faire l'aumône de les fusiller. »

Et la Commune, qui n'avait su que délibérer, pendant que l'ennemi avançait lentement, mais sûrement, qui organisait un concert de charité aux Tuileries, à l'heure exacte où, par petits paquets, la division Douay se glissait furtivement à travers la poterne de Saint-Cloud, oubliée, paraît-t-il, dans le plan de défense de Dombrowski ! — la Commune allait se trouver en présence de cette horde de bêtes fauves. Car elle s'en donna à cœur joie, l'armée, tant et si bien que les témoins étrangers en emportent l'effroyable écho chez eux : « Jamais, dit un écrivain hollandais, on ne fit une guerre aussi assassine, aussi inhumaine que celle qui se déroula entre les murs de Paris, du dimanche 21 au dimanche 28 mai 1871 (2) ». Le correspondant du *Times*, que nous avons vu plus haut manifester ses sympathies versaillaises, mandait à son journal : « Les Français écrivent actuellement la page la plus sanglante de leur histoire... Le marquis de Galiffet conduit un transport de prisonniers à Versailles ou à Satory. Il en choisit vingt-deux et les fait fusiller sous l'Arc-de-Triomphe. Ensuite, vingt pompiers, puis douze femmes. Ailleurs, quatre-vingt cadavres gisent en tas, les uns sur les autres, les traits convulsés, les membres tordus. Un large ruisseau de sang coule sur les pavés. On fusille des cinquante, des cent prisonniers à la fois. » (3)

Dès la première sortie, la férocité des généraux versaillais s'était montrée au grand jour (4). Le 30 avril, à Fontenay-aux-Roses, plus de 1500 fédérés, tournés par la troupe, demandent à se rendre. Le général Pellé leur promet la vie sauve. Ils acceptent, et, sur place, on fusille tous les soldats réguliers qui se trouvent parmi eux (5). Sur la route de Versailles, on rencontre le général Vinoy, qui donne l'ordre de passer par les armes tous les chefs. En vain, un officier rappelle la promesse faite par le général Pellé. Parole de général, autant en emporte le vent. Duval se nomma lui-même. Il fut aussitôt fusillé.

Le 3 avril déjà, Galliffet faisait crier dans les rues de Chatou la proclamation suivante : « Hier, la guerre a été déclarée par les bandits de Paris. Hier, avant-hier, aujourd'hui, ils m'ont assassiné mes soldats. C'est une guerre sans trêve ni pitié que je déclare à ces assassins. J'ai dû faire un exemple ce matin ; qu'il soit salutaire ».

Cet exemple salutaire, c'était trois prisonniers fusillés sur l'ordre du général. A la suite de cette proclamation, digne d'un cannibale, le crieur ajoutait ceci, au nom de Lambœuf, président de la commune : « Le président de la commission municipale de Chatou, prévient les habitants, dans l'intérêt de leur sécurité, que ceux qui donneraient asile aux ennemis de l'Assemblée se rendraient passibles des lois de la guerre. »

Les malheureux pompiers, qui avaient eu le tort de considérer le service du feu avant le devoir militaire, et qui n'avaient point consenti à abandonner leur poste pour obéir à l'ordre de Thiers les appelant à Versailles, furent particulièrement persécutés. Sur les 1100 qui étaient demeurés à Paris, on en fusilla plusieurs centaines, sous prétexte qu'ils alimentaient les incendies en versant du pétrole dans les pompes ! Aucune canaillerie, même la plus grotesque, aucune accusation, même la plus stupéfiante, n'arrêtèrent les assassins gouvernementaux. A la caserne de Neuilly, pour les faire accourir, l'officier fit exécuter la sonnerie du feu. En parcourant au hasard les rangs, il en choisit dix-sept pour être envoyés à Mazas, et de ces dix-sept, neuf seront fusiliés sans autre forme de procès (6).

N'oublions pas que se sont ces mêmes hommes de l'ordre qui, au moment où la Commune brûlait l'instrument par lequel la justice assassine, écrivaient dans un journal bourgeois très lu : « La première œuvre de la Commune a été d'instituer plusieurs commissions inquisitoriales, et quatre guillotines à vapeur fonctionnent nuit et jour sur les places de la Concorde et de la Bastille, de l'Hôtel-de-Ville et du Château-d'Eau abattant un nombre de têtes prodigieux. »

Les misérables mentaient effrontément, sciemment, grotesquement, pensant bien que de ces mensonges, il en demeurerait toujours quelque chose.

Mais quand on voulut faire le récit de leurs crimes, — non point imaginaires, ceux-là, mais très certains, — alors ils crièrent à la calomnie comme des putois.

Peu à peu, cependant, la vérité est apparue, les documents ont été mis à jour, et nous pouvons aujourd'hui parler avec certitude des actes infâmes commis en 1871.

Les exécutions particulières eurent un caractère hideux. D'épouvantables erreurs furent aussi commises. Les journaux nous montrent un prétendu Vallès, arrêté avec un prétendu Ferré, aux environs du Châtelet et fusillé à St-Germain-l'Auxerrois (7). Un autre prétendu Vallès, découvert dans une cave est fusillé par les pompiers de Rouen (8). Un autre encore, fusillé à l'Ecole Militaire (9). De prétendus Billioray, Courbet, Varlin trouvèrent une mort semblable. Un des prétendus Varlin fut traîné par les rues des heures durant ; de temps à autre, on le collait contre un mur et on faisait le simulacre d'une exécution. Finalement on le fusilla rue des Rosiers.

Millières, député, fut pris pour Millière, colonel de la Commune. On le reconnaît près du Luxembourg. On l'arrête, on lui arrache son chapeau, on l'insulte grossièrement, on le bourre de coups de crosse. Le capitaine Garcin lui crie : Vous êtes une vipère sur laquelle on met le pied ». Et, tandis qu'on le pousse vers le Panthéon, sur les marches duquel on va le fusiller à genoux, la hideuse foule ricane à la mort, le général de Cissey, un cure-dents à la gueule, digérant un copieux déjeûner, le regarde passer, accoudé au balcon du restaurant Fayot, sans même saluer celui qui va mourir.

Quand on fusille Tony Moilin, sa compagne, qui l'assista jusqu'à la minute suprême, par une touchante faiblesse de femme demande qu'on ne le défigure pas, supplie qu'on épargne ce visage chéri, et réclame le douloureux privilège d'ensevelir le corps. Les bourreaux visent à la tête, la fracassent, et, comme on s'est souvenu de Baudin, il a été enterré dans la fosse commune, et des ordres ont été donnés pour qu'il ne fut pas retrouvé (10).

Rue des Rosiers, on vengeait la mort des généraux Clément Thomas et Lecomte, tués dans les premières heures de trouble, quand la garde nationale repoussa la tentative de main-mise sur les canons de Montmartre, amenés sur la butte par la population, après que le gouvernement les avait négligemment abandonnés dans le terrain accordé aux prussiens, lors de l'armistice. L'assassinat de ces deux hommes rappelle celui du général Bréa en juin 1848. Mais, ici, les gens de l'ordre s'offrirent une revanche raffinée. « On contraignait les prisonniers à se mettre à genoux, tête nue, en silence, devant le mur au pied duquel les infortunés généraux avaient été tués. Ils restaient ainsi quelques heures, jusqu'à ce que d'autres vinssent les remplacer. Bientôt, pour supprimer ce que cette amende honorable pouvait avoir de cruel, on fit asseoir les prisonniers à l'ombre, mais toujours devant le mur, dont l'aspect les préparait à la mort (11). »

(A suivre)

UN RÉVOLTÉ.

(1) Voyons ici ce qu'un homme qui eut toujours peur de se voir confondu avec les violents, avec les hommes d'action, voyons ce que le délégué à la Banque de France dit de ces « énergumènes » dont il se défend d'être et que le parti versaillais s'apprêtait à traiter comme des bêtes fauves : « 1° Le parti violent que l'on représente comme un ramassis de buveurs de sang, n'a fait fusiller personne pendant les deux premiers mois qu'a duré le gouvernement de la Commune, et l'ordre d'exécution (des otages) est encore à trouver à l'heure qu'il est, puisque le commandant qui, dit-on, a ordonné le feu, Ferré, a opposé jusqu'au bout, jusqu'au poteau de Satory, le plus énergique démenti à toutes les accusations portées contre lui, et il a été prouvé, après sa mort, que le fameux billet : *Flambez Finances,* n'était pas de lui.

« 2° Ce parti violent que l'on nous montre comme affamé de carnage, consentait lui-même à rendre tous les otages, à la seule condition de la mise en liberté de Blanqui (les lettres de l'archevêque l'attestent).

3° Ce parti violent, que l'on s'obstinait à voir uniquement occupé de massacres, avait tant à faire pour continuer la lutte engagée, qu'il ne se préoccupait même pas de ce qu'il devrait ordonner pour donner suite au décret sur les otages. Et la preuve, c'est que l'une de ces victimes a été précisément le banquier Jecker, que la Commune avait tant d'intérêt à conserver vivant pour révéler au grand jour, par un témoignage irrécusable, les turpitudes de l'expédition du Mexique. » (Charles Beslay : *Mes Souvenirs*).

(2) Gerard Keller : *Het vermoorde Parys.* — G. Keller, un écrivain bourgeois qui n'a pour les « communards » que tout juste la sympathie qu'on éprouve, malgré soi, pour la victime entre les mains du bourreau.

(3) *The Times*, fin mai 1871.

(4) Nous avons apris à l'école, à l'école officielle, que les communards, comme les révolutionnaires d'aujourd'hui, étaient des gens sans aveu, sans feu ni lieu, prêts à tout, de véritables bandits, qui ont brûlé Paris pour mieux le piller ensuite.

Or, la vérité est tout le contraire. Les bandits, en 1871, furent les soldats de l'ordre ; le brigand, c'était le maréchal de Mac-Mahon, c'était cet infâme général de Galliffet, qui se vautra littéralement dans le sang de ses concitoyens. Il avait été du reste à bonne école, dans les colonies, où il avait institué un véritable régime de terreur. Le 25 décembre 1867, n'écrivait-il pas : « Je suis, par le fait, un chef de gendarmerie, je dresse des embuscades... et, contrairement à ce qui se passe en France, mes hommes sont plus brigands que ceux que je poursuis. Je suis, en outre, grand justicier : tous les brigands (je ne parle pas de mes soldats) qui ne sont pas tués sont pendus. Et, si vous voulez de la corde, je pourrai m'en faire marchand à mon retour. (*Papiers et correspondance de la famille impériale*).

(5) *La guerre des communeux de Paris.*

(6) Peu avant la déchéance, le gouvernement avait autrement apprécié les pompiers : « Comme les corps de pompiers sont formés de sujets laborieux, honnêtes, exercés au maniement des armes, nous pensions pouvoir nous en servir comme opposants aux agitations révolutionnaires », déclara Jérôme David, dans l'enquête parlementaire sur le 4 septembre. Le préfet Janvier de la Motte, « le père des pompiers », préside à leur installation. A ce propos, le préfet d'Indre-et-Loire envoya la dépêche suivante, datée de Tours, le 16 août 1870, 3 h. 20 m. du soir : « Il y a de l'hésitation parmi nos pompiers. Je la surmonterai. La mesure est trouvée admirable par tous ceux qui réfléchissent. » Les populations, cependant, se montraient justement inquiètes, et, un beau jour, le ministre de l'intérieur envoya aux préfets une circulaire disant que « l'élan des pompiers est si grand qu'on est obligé de les retenir chez eux pour éviter l'encombrement. »

La troisième République n'a pas renoncé à comprendre les pompiers parmi les troupes éventuellement utilisables pour réprimer un mouvement populaire ; de même que les gardes républicains et les agents de police, il n'est pas un pompier parisien originaire des départements de la Seine, de Seine-et-Oise ou de Seine-et-Marne. Autant que possible, il faut éviter de mettre les assassins commandés en face de trop proches parents. On a beau être abruti par la discipline, on n'en éprouve pas moins une vague répugnance à fusiller son grand-père, à sabrer sa sœur ou à enfoncer sa baïonnette dans le ventre de sa mère, ou à assister impassible au viol de sa sœur ou de sa fille, ou même simplement au passage à tabac de son cousin par alliance. En famille, même quand il s'agit du service de la patrie, ces choses-là sont d'un goût douteux.

(7) *Le Constitutionnel* et *Paris-Journal.*

(8) *La Gazette de France*

(9) *Le Bien public.*

(10) Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars. Déposition Garcin.

(11) *Le Bien public*, 23 juin. Le rédacteur en chef de cette feuille bien pensante était un ami personnel de Thiers.